

La Grande-Bretagne et la protection de la route des Indes

Robert Montagne

Citer ce document / Cite this document :

Montagne Robert. La Grande-Bretagne et la protection de la route des Indes. In: Politique étrangère, n°6 - 1936 - 1^eannée. pp. 61-71;

doi : <https://doi.org/10.3406/polit.1936.5572>

https://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1936_num_1_6_5572

Fichier pdf généré le 04/01/2022

LA GRANDE-BRETAGNE ET LA PROTECTION DE LA ROUTE DES INDES¹

Il est intéressant pour des Français, au moment où les problèmes de la politique coloniale de l'Afrique du Nord se posent en des termes qui sollicitent toute leur attention, d'examiner ce qu'est, dans le Proche-Orient arabe, la politique de la Grande-Bretagne. Celle-ci fait l'objet de préoccupations d'autant plus sérieuses dans l'Empire britannique, qu'il s'agit de défendre par la politique comme par l'occupation militaire ou aérienne la nouvelle route des Indes.

Il s'agit bien d'une nouvelle route. L'Égypte, en effet, est devenue indépendante, la Grande-Bretagne n'est plus seule dans la mer Rouge; de plus, dans une trentaine d'années, le privilège de la Compagnie internationale du canal de Suez se trouvera aboli. Il est donc temps de songer à maintenir d'une autre manière la liberté des communications avec l'Empire des Indes.

La nouvelle route des Indes passe, en effet, par Haïfa et Bagdad; elle s'appuie sur la base de la Palestine et elle demeure protégée au sud par le Sinaï, jusqu'alors bastion de l'Égypte vers l'est. La présence de Chypre, en arrière, offre par la liberté de manœuvre dont y dispose la Grande-Bretagne, des ressources supplémentaires dans la défense de cette artère du commerce et de l'influence britanniques. De plus en plus, d'ailleurs, sur cette voie nouvelle, la circulation transdésertique par camions fait une concurrence victorieuse aux navires qui, jadis, abordaient à Bassora pour ravitailler l'Irak et la Perse. Enfin, cette grande route de communication est en même temps, on peut le dire au sens propre du mot, la «route du pétrole». Le pipe-line de Kirkouk aboutit à Tripoli et à Haïfa. L'*Anglo-Persian Company* est solidement établie en Irak avec sa nouvelle filiale en Irak, la *Rafidain Compagny*. Il faut y joindre encore la *B. O. D. Company* (pour l'exploitation des pétroles lourds en Irak) et, tout récemment, une com-

1. Une partie des matériaux utilisés dans cet exposé est empruntée aux notes de M. Albert de Boucheman.

pagnie américaine en formation pour l'exploitation des riches gisements de pétrole de Koweït.

Prépondérance de la Grande-Bretagne

Comment l'Angleterre est restée presque seule maîtresse de cette partie du Proche-Orient ?

Les intérêts et les ambitions de la France et de la Grande-Bretagne se sont heurtés dans ces régions, et sous une forme dramatique, depuis plus d'un siècle.

Au temps de la conquête de Bonaparte, l'Angleterre est l'alliée des Turcs; lorsque nous évacuons, l'Égypte et l'Orient, l'influence britannique s'étend peu à peu par le Golfe Persique sur les côtes d'Arabie; et, depuis 1820, les agents politiques des Indes se tiendront soigneusement au courant de l'état politique et des luttes intérieures de l'Arabie.

La rivalité franco-anglaise prend, de 1832 à 1840, la forme du violent conflit de Méhémet-Ali et de la Porte. Avec l'armée égyptienne qui pénètre alors jusqu'au cœur de la péninsule pour briser l'Empire wahhabite, c'est encore l'influence française qui se manifeste discrètement puisque plusieurs chefs de corps sont des instructeurs et des officiers français.

La France tente à nouveau d'intervenir sous le règne de Napoléon III. L'armée française débarque au Liban, à la suite des massacres de 1860. Le jésuite Palgrave est envoyé en mission secrète à l'intérieur de la péninsule. C'est l'époque où se prépare, avec des capitaux et des énergies d'origine française, le percement du canal de Suez.

La guerre de 1870 met pratiquement fin à la rivalité anglo-française en Orient. Après 1878, c'est l'abandon du condominium franco-britannique et l'effacement progressif de notre pays, effacement que le traité de Versailles viendra confirmer. La France reconnaît, en effet, que l'Arabie du sud est un pays où prédominent les intérêts britanniques; dans cette région elle abandonne complètement les vestiges de son influence à Mascate. Cheikh Saïd, sur la côte sud du Yémen en face de Périm, ne sera jamais occupé par nous. Lors du partage en zones d'influence et en mandats des pays arabes de la Méditerranée, nous abandonnerons Mossoul pour nous contenter du balcon étroit que constituent la Syrie et le Liban.

De cet effacement progressif de la France dans la péninsule arabique et dans le Levant, il résultera une prépondérance absolue des méthodes politiques de la Grande-Bretagne. Le traité avec l'Irak, l'affranchissement de l'Égypte auront leurs conséquences directes dans notre politique en

Syrie. Nous subissons les conséquences des initiatives anglaises parce que les 9/10 du pays restent, sous des formes parfois invisibles, sous la dépendance de l'Empire.

C'est la nécessité de bien connaître cette politique britannique qui nous impose, que nous le voulions ou non, ses méthodes et ses choix, qui m'a conduit personnellement à étudier ces méthodes. Elles offrent, d'ailleurs, un contraste éclatant avec celles que nous avons adoptées nous-mêmes au Levant.

Peut-être n'est-il pas inutile de penser que la politique de la France au Levant et celle de la Grande-Bretagne dans la péninsule arabique ont un point commun malgré tout ce qui les oppose. Ces régions ne sont, ni pour l'Angleterre ni pour nous, des pays de colonisation. Elles nous intéressent en raison d'autres régions dans lesquelles le maintien de notre puissance nous semble indispensable. Pour conserver la fidélité de 80 millions de Musulmans aux Indes qui sont le contrepoids indispensable à une masse de 250 millions d'Hindous, la Grande-Bretagne fait, dans ces pays qui forment le cœur de l'Islam, une politique qu'elle ne choisit pas entièrement. Quant à nous, l'évolution du monde oriental nous intéresse surtout en raison de son influence sur l'équilibre politique de l'Afrique du Nord. Il n'est avantageux ni pour la France ni pour la Grande-Bretagne de maintenir des foyers effervescents d'agitation politique ou religieuse dans cette région qui est la plus sensible de tout le monde musulman.

Cette communauté foncière d'intérêts rend plus intéressant encore le parallélisme de nos méthodes d'action en Orient. Nous n'avons pas ici à décrire les nôtres, mais à faire connaître celles de nos voisins qui se trouvent comme nous associés, qu'ils l'acceptent ou non, à l'évolution de l'Islam.

Aspects essentiels de la politique britannique

En Orient, la sécurité de l'Empire exige avant tout le maintien de moyens de communication et l'établissement d'une chaîne d'alliances entre les États. Par nature, cette politique voit grand, large, et se préoccupe moins de réalisations durables que de combinaisons utiles. Ceux qui la mènent sont des marins, comme au Golfe Persique, des aviateurs en Irak, des spécialistes du désert au Nedj, en Transjordanie, au Sinaï, des diplomates à Bagdad. Tous ont en commun le désir d'utiliser les forces locales sans se laisser prendre par elles. Certes, les fonctionnaires britanniques demeurent longtemps en Orient, mais ils ne prennent pas racine.

Les Français, au contraire, quoiqu'ils s'en défendent, en Orient comme

en Afrique du Nord, restent des soldats, des agriculteurs ou des missionnaires. En vain un Lyautey a tenté de s'affranchir des routines de l'état-major et de l'administration. S'il a formé toute une équipe, celle-ci ne s'est pas encore imposée. Bugeaud est sans doute, avec sa devise : *Ense et aratro*, plus près de l'esprit et du cœur de ce qu'on appelait il y a quelques années le « Français moyen ». Aussi, sommes-nous toujours tentés de faire de l'occupation militaire, de pousser au développement de l'agriculture, d'imposer nos lois et notre droit. Nous avons, en outre, sous des formes religieuses, scientifiques ou littéraires, l'esprit missionnaire, l'esprit de la race latine dont Mistral a dit : « qu'elle se nourrissait d'enthousiasme et de joie », race apostolique « qui met les cloches en branle », dont la bouche souffle « la trompette qui publie » et dont « la main sème le grain ».

Il suffit de voir, par exemple, l'œuvre admirable de foi dans le génie français, accomplie par nos missionnaires en plein Kurdistan lorsqu'ils ont tenté de former un clergé chaldéen par les méthodes de la spiritualité de la France chrétienne au XVII^e siècle. Il suffit aussi de penser à l'importance de nos « missions laïques » d'Égypte, de Damas et d'Alep, comme à celle de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth. Le Français cherche à *conquérir* les territoires, les esprits et les cœurs, quelle que soit son origine ou sa foi.

Il est singulier, par contre, d'observer que le Français, habitué à l'ordre de l'esprit, amoureux des jardins bien ordonnés, tirés en ligne droite et ornés de parterres symétriques, a été incapable, jusqu'à présent, de s'élever à la notion d'empire en Afrique du Nord. Le Maroc, l'Algérie, la Tunisie « poussent » séparément dans l'isolement et refusent, jusqu'à présent, contre toute logique et malgré leur intérêt bien entendu, de s'associer dans un même ensemble. Au contraire, l'œuvre britannique en Orient, accomplie par un peuple d'hommes d'action peu sensibles à la logique, est cependant harmonieusement formée de constructions complémentaires et équilibrées.

L'Égypte, le Soudan, l'Abyssinie forment ainsi une zone d'intérêts britanniques dans l'axe d'un grand fleuve, avec la protection latérale du Sinaï et de la mer Rouge. Le peuplement juif, en Palestine, qui sert dans une certaine mesure les intérêts britanniques, ne se développe que sous la protection des écrans formés par la Transjordanie et le Sinaï. L'Irak, avec Bassora et le Golfe Persique, forment un autre ensemble dont les parties sont intimement liées. L'Arabie du sud elle-même, entre ses deux bases de Mascate et d'Aden séparées par les émirats du Hadramaut, forme une autre zone d'influence qu'anime la même conception politique. Toutes ces constructions, d'ailleurs, sont périphériques, avec au centre l'État Séoudien qui n'est attaché à l'Empire que par un fragile traité d'alliance et d'amitié. Mais, tout l'inconnu du désert se trouve ainsi enserré

par des États susceptibles de concourir au maintien de la force britannique à travers des intrigues locales : le Roi Faisal, en Irak, protège son royaume contre les bandes wahhabites; l'Émir Abdallah les rejette de la Transjordanie; un raid bédouin part du Sinaï vers le Hedjaz; et le Yémen reçoit, si c'est nécessaire, un discret soutien quand il est menacé par une conquête nejdienne.

Une grande force collective, il est vrai, se joue des frontières et anime les hommes d'un pays à l'autre : le prestige de l'Unité arabe, le rêve de la création d'un immense État, unifié comme l'Allemagne ou l'Italie, qui embrasserait tous les émirats, toutes les principautés, tous les royaumes de la péninsule. Mais l'Empire britannique lui-même s'intéresse à cette construction, peut-être chimérique, dans la mesure où elle agit sur les hommes. Et l'action ainsi exercée, d'une manière discrète et quasi invisible, pour favoriser ce grand projet n'est possible que parce que la Grande-Bretagne est, jusqu'à présent, presque seule à intervenir dans la politique des États de l'Arabie.

L'utilisation des forces sociales

La politique britannique en Orient s'efforce, nous l'avons dit, d'étudier avec compréhension les tendances des peuples arabes parce qu'elle est intéressée à voir se constituer, dans cette région du Proche-Orient, des Nations et des États qui n'apportent pas de trouble à l'équilibre des masses humaines en présence dans l'Empire des Indes. Il lui faut tenir compte à la fois des sympathies des Musulmans des Indes, de leur répugnance à voir triompher le sionisme, et de leurs affinités pour la foi wahhabite. On ne s'étonnera pas d'observer dans ces régions la primauté du politique sur l'économique et de noter le triomphe de l'opportunisme politique sur les désirs de domination.

L'action britannique s'exerce en cherchant avant tout à utiliser toutes les forces sociales qui se présentent en Orient et à les capter pour favoriser l'établissement d'un régime de paix et d'équilibre entre les États. Ces forces sont les suivantes :

1. Un nationalisme ou un impérialisme arabe diffus, dont Lawrence a le premier senti l'importance, et qui hante l'esprit de la plupart des patriotes des villes de l'intérieur. Le rôle de la dynastie Hachémite au Hedjaz, en Transjordanie, en Syrie (1919-1921) et en Irak, avec la protection de l'Angleterre, traduit assez bien les espérances fondées sur ce mouvement.

2. La solidarité bédouine qui se traduit dans la puissance des émirats

du désert et qui a favorisé le développement de l'Empire wahhabite. Dans ce domaine, les agents politiques britanniques sont des maîtres; ils connaissent les aspirations, les désirs et les besoins des chefs de tribus les plus soumis, comme ceux des États arabes indépendants.

3. Les particularismes locaux qui représentent, dans chacune des minorités de la périphérie de l'Arabie, des virtualités nationales. La Grande-Bretagne a encouragé les Kurdes à former un État indépendant avant la signature du traité de Lausanne; elle a soutenu longtemps les Assyro-Chaldéens; elle s'intéresse encore aux Druses dont le territoire est si voisin du pipe-line de Kirkouk à Caïffa. Mais ces particularismes sont menacés par l'Unité arabe et il faut savoir, lorsqu'ils se montrent trop faibles, les abandonner.

4. Les forces économiques qui interviennent, elles aussi, par les constitutions des grandes sociétés de pétrole ou d'exploitation des ports comme Bassora. Elles rayonnent dans le pays et forment, à leur manière, des états dans l'État, mais elles travaillent pour l'Empire.

5. Le sionisme, qui est à la fois une puissance constructive dans l'ordre économique, mais destructive dans l'ordre politique parce qu'elle provoque dans les masses arabes des réactions violentes sans cesse croissantes. Il sert à la politique britannique qui en joue habilement, mais non sans danger. Au mois de mai, au moment où était signé le Pacte d'alliance arabe de Bagdad entre les États indépendants de la péninsule, sous l'œil bienveillant du représentant de la Grande-Bretagne, la révolte arabe éclatait en Palestine, soutenue par des volontaires irakiens.

Dans ce jeu complexe de forces, l'Empire britannique remporte des succès, mais subit aussi des échecs. Le récent coup d'état militaire de l'Irak, paraît bien en partie dirigé contre la Grande-Bretagne; il prouve que les forces sociales et économiques n'obéissent pas sans résistance et ne se soumettent pas aveuglément aux grands intérêts impériaux de la nouvelle route des Indes. Le jeu n'en est que plus intéressant puisqu'il est difficile.

La Palestine et ses abords

Nous ne nous proposons pas ici d'étudier les conditions militaires et politiques dans lesquelles s'exerce la domination britannique dans tout l'ensemble de l'Arabie. Nous examinerons seulement, d'une manière à la fois discrète et superficielle, l'organisation des forces impériales en Palestine et dans les régions voisines, ainsi qu'en Irak et au Golfe Persique.

La Palestine est la seule partie du sol de la péninsule, avec Aden qui en

qualité de colonie de la couronne possède aussi une garnison britannique, où soient concentrées des troupes britanniques. Avant la dernière révolte, il s'y trouvait environ 2.500 soldats groupés en bataillons toujours prêts à intervenir dans le conflit menaçant qui oppose les Sionistes aux Arabes musulmans et chrétiens. Comme partout, d'ailleurs, nous observons ici l'existence d'une police dont les effectifs sont égaux à ceux de l'armée. Près de 2.500 policiers, parmi lesquels 60 officiers et 650 agents britanniques, veillent chaque jour sur une sécurité trompeuse et précaire qu'il faut avant tout maintenir. Le commandement militaire appartient à l'aéronautique dont les divers détachements sont répartis entre Ramleh, près de Jaffa, Maan en Transjordanie et Ismailia sur le canal. Par son personnel, la Grande-Bretagne tient aussi toutes les grandes entreprises dont dépend la vie du pays : les chemins de fer et les ports.

Si discrète soit-elle par nature, l'occupation britannique de la Palestine met donc partout en contact les soldats britanniques avec les peuples soumis. C'est une exception que justifie seule la situation d'un pays dans lequel vivent côte à côte, dans un état d'esprit d'exaspération croissante, deux jeunes nationalismes. Ici l'expérience nous montre que l'habileté, l'esprit politique et la patience ne suffisent pas. Il faut la présence d'une force militaire toujours prête à intervenir pour éviter que le combat entre Israël et Ismaël ne dégénère en une guerre ouverte.

Le spectacle de la Transjordanie est tout autre. Dans ce petit État où 300.000 Arabes sédentaires et nomades forment un fragile écran entre la Palestine et le désert wahhabite, l'autorité de la Grande-Bretagne est presque invisible. Sept fonctionnaires civils seulement, circulant sans cesse dans le pays, en assurent la bonne marche sans froisser l'orgueil des habitants; c'est le triomphe de l'organisation discrète. Ici encore, une petite armée locale, la *Transjordan Frontier Force*, qui comprend quelques centaines d'hommes encadrés d'officiers britanniques, est doublée par une police militarisée d'égale importance, aussi légèrement placée sous l'influence anglaise. Une mention spéciale doit être donnée à la *Desert Patrol* qui, avec une centaine d'hommes sous le commandement du Major Glubb, fait des prodiges pour maintenir, dans un pays difficile, la sécurité des confins désertiques. Il est vrai que l'*Air Force* peut toujours intervenir pour apporter, en quelques instants, des renforts en un point menacé.

Il est bien certain que ce mince rideau de troupes serait incapable de maintenir l'ordre, s'il n'était pas admirablement adapté au pays. Par exemple, les contingents bédouins de la *Desert Patrol* sont par la volonté de leur chef, quelle que soit leur origine, assimilés à de grands bédouins, à de nobles pasteurs, aux manches longues qui traînent jusqu'à terre. Les hommes portent des insignes d'argent brillant qui excitent l'admira-

tion et le respect des paysans. La *Desert Patrol* a son cri de guerre qui est celui du chef anglais; lui-même ne reçoit des hôtes que dans des tentes d'hospitalité; c'est un vrai bédouin avec lequel peuvent parler, d'égal à égal, tous les hommes libres du désert. Son prestige est immense, sa connaissance des hommes est parfaite, il remplace à lui seul des bataillons. Sa politique du désert s'oppose d'ailleurs complètement à celle que nous pratiquons en Syrie. Il ne s'efforce pas de sédentariser tous les nomades pour les soumettre à la justice et à l'impôt d'un État sédentaire, car il sait que le désert, une fois vidé, attirerait d'autres nomades venus du fond de la péninsule. Maintenir un écran de tribus nomades lui paraît, pour la Transjordanie, la meilleure sauvegarde. Il s'adapte au pays et ne lui demande que de continuer à être lui-même. Par ailleurs, il adoptera tous les perfectionnements matériels : les radio-télégraphistes eux-mêmes sont arabes comme l'équipage des auto-mitrailleuses.

Au Sinaï, c'est autre chose encore. Là, un chef britannique exerce un pouvoir absolu. Pas d'émir, pas de chef bédouin. Il ne se trouve d'ailleurs, dans cette petite péninsule, que des débris de tribus venues de l'Arabie. Mais une double force militaire, formée de soudanais et de policiers arabes, maintient une sécurité complète dans ce pays presque vide. Une voiture automobile qui fait de la contrebande ou cherche à passer sans permission, est décelée en quelques instants. Des patrouilles parcourent incessamment et sans but apparent, les pistes établies entre les puits. Le seul lien avec l'Égypte paraît être le *tarbouch* que revêt avec sérieux le Major Jarvis Pacha à El Arich.

Trois pays, trois formules; mais toutes trois concourent à la sécurité de la domination britannique; et l'on fait appel, en cas de danger, aux mêmes escadrilles de l'*Air Force*.

L'Irak et le Golfe du Persique

On observe en Irak la prééminence totale des méthodes d'action politiques. Depuis l'entrée de cet État à la Société des Nations, l'évacuation militaire est chose faite. On n'a maintenu que deux grandes bases d'aviation : Hinaïdi et bientôt Habbanié dans le nord du pays, et Shaïbab dans le sud. Les escadrilles britanniques d'aviation sont gardées par des *levies* d'Assyro-Chaldéens. Une mission militaire britannique continue ses services auprès de l'armée irakienne, et il subsiste quelques conseillers en plus de l'ambassade et des consuls.

Les bases d'aviation sont établies dans le désert, il faut le remarquer.

Cela n'implique pas qu'on ignore le pays, mais qu'on l'observe avec discrétion.

Au sud, près du Golfe Persique, le port de Bassora reste sous l'emprise des intérêts économiques britanniques. La Compagnie du Port possède une puissance qui, toute proportion gardée, est comparable à celle de la Compagnie du Canal de Suez. Sans cesse, elle investit ses bénéfices dans de nouvelles affaires : l'outillage maritime, l'alimentation de Zobeïr et de Bassora, l'électricité des villes, un aéroport modèle, de grands travaux de barrage et d'irrigation. Elle a sa ville, Marjil, où résident les familles des fonctionnaires britanniques qui séjournent dans ces régions déshéritées. Enfin, c'est elle qui a repris une partie des chemins de fer de l'État iraquien et l'on dit de son directeur qu'il est « un roi sans couronne », un roi aimé de ses sujets parce que la compagnie sait agir pour le bien matériel des peuples arabes. En vain chercherait-on à observer ici les réactions violentes que les compagnies concessionnaires européennes provoquent en d'autres lieux.

Sans doute, l'évolution inquiétante de l'Irak, depuis ces derniers mois, fait-elle concevoir des doutes sur une organisation économique ou politique qui peut se trouver demain en présence de redoutables difficultés. Il faut, du moins, reconnaître que l'économie des forces est parfaite et qu'on ne saurait tenir dignement son rang dans des régions arabes émancipées avec moins de moyens et plus d'habile réserve.

Plus au sud, Koweït, un port libre situé entre le Royaume d'Irak et le Royaume Séoudien, apparaît comme un autre centre où s'exerce, avec un tact invisible, le sens politique des agents britanniques. C'est là, sans doute, le plus grand port arabe de l'Arabie, qui vit d'importations et sans doute de contrebande. Aucune garnison britannique ne s'y trouve, et cependant le Cheikh Eben Subah est un allié dévoué qui sert au besoin d'intermédiaire pour les relations avec l'Émir de la côte arabe du Golfe Persique. Ce pays, il est vrai, était resté dans un heureux isolement jusqu'à ces derniers temps. La découverte de nappes de pétrole faciles à exploiter y a attiré une compagnie américaine. Mais le caractère international de ces grandes sociétés se prête aisément à la circulation d'agents dont les fonctions sont à la fois celles de techniciens de l'industrie et d'agents politiques.

Nous ne dirons rien ici de la domination anglaise du Golfe Persique. Observons seulement qu'un résident du Golfe peut avoir son pavillon sur un vaisseau. On peut, pour servir l'Empire être un ingénieur des pétroles, un colonel d'aviation, un capitaine de vaisseau. Rien qui ressemble à l'antagonisme français des militaires et des diplomates. L'Empire est assez vaste, la tâche est assez belle pour qu'on ne se soucie pas, comme disait Lyautey, du « bouton des vêtements ».

Il n'est que de recueillir, dans les pages qui précèdent, quelques exemples pour arriver à dégager, sous forme de principes simples, les méthodes d'action politique britanniques si différentes des nôtres dans le Proche-Orient.

Pas d'armée, sauf lorsque des explosions renouvelées de révoltes obligent à prendre des précautions permanentes, comme en Palestine. On se contente de forces d'aviation, de navires volants aptes, au besoin, à transporter des troupes. Le commandement militaire lui-même est donné à l'*Air Force*. L'occupation est, autant que possible, invisible. L'Anglais, en Orient, a le goût du désert : le Sinaï, la Transjordanie, les bases désertiques d'aviation en Irak.

Qu'on me permette de faire appel à un souvenir personnel. En 1933, après avoir visité pendant trois semaines l'Irak, du nord au sud et de l'est à l'ouest, sans découvrir plus d'un officier britannique dans les confins perdus du Kurdistan et de la Perse, j'ai eu la surprise, en arrivant à Deïr-*ez-Zor*, de trouver, au cercle militaire, une quarantaine d'officiers français en uniforme, jouant au bridge, par un après-midi d'hiver.

Les agents politiques qui se recrutent dans une large mesure dans l'armée, sont admirablement spécialisés. Plusieurs années d'études arabes les ont initiés à la connaissance des langues qu'ils pratiquent sans interprète. Ainsi formés, ils s'adapteront, partout, à la vie des pays dans lesquels l'Empire a besoin d'eux; ils disposeront d'archives vieilles de plus d'un siècle, ils feront en Orient toute leur carrière et se sacrifieront joyeusement à l'œuvre à accomplir. Partout où ils agiront, ils respecteront les formes de la vie locale, ils porteront le *tarbouch* et adopteront, s'il le faut, pendant les heures de travail, les préjugés locaux. Les compagnies de pétrole, elles-mêmes, prendront des noms arabes. Les nationalismes naissants, si intransigeants, si prêts à foncer sur l'étranger, ne sauront pas contre quoi il faut diriger leurs efforts.

Les intérêts économiques seront toujours subordonnés aux intérêts de l'Empire. C'est, on le sait, le meilleur moyen pour qu'ils soient protégés. Les influences de la Cité ne sont pas encore maîtresses de l'Arabie qui reste le domaine des *political advisers*.

Le rayonnement intellectuel, lui-même, s'exercera avec une réserve aussi calculée. Il n'existe pas de collèges anglais, mais une Université américaine à Beyrouth, avec ses filiales de Bassora, de Koweït, de Bahrein et de Mascate, et un collège américain de jésuites à Bagdad. L'Anglais n'est pas missionnaire. La conception du monde qu'il réalise laisse les provinces vivre à leur gré au sein de l'Empire.

Est-ce là un tableau trop favorable? Les événements de ces dernières années ne viennent-ils pas en assombrir quelque peu les couleurs?

Les nationalismes arabes, la grande poussée collective d'impérialisme, l'enthousiasme peut-être irréfléchi, qui attire les masses vers les idées de la Renaissance arabe, rendent la tâche difficile aux défenseurs de la nouvelle route des Indes. L'ordre qu'ils font régner fait sans doute le bonheur des peuples, mais les peuples ne le savent pas.

S'il fut un temps où les intérêts britanniques et français se croisaient et s'opposaient en Égypte et en Syrie, l'évolution des pays arabes a fait disparaître les raisons ou les prétextes d'un vieil antagonisme. La tâche de défendre les positions acquises est suffisante pour absorber les efforts des admirables pionniers de l'Empire britannique, sans qu'ils songent désormais à ajouter de nouveaux fleurons à sa couronne. L'étonnante construction qu'ils ont élevée en utilisant les forces militaires et économiques et les ressources de la politique locale, donne des signes de fragilité. Avant d'en souligner les faiblesses, peut-être convient-il d'en apprécier tout d'abord l'audace et la perfection.

Robert MONTAGNE.